

Allocution du Premier Ministre Shinzo Abe
Lors de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale des
Nations Unies
New York, mercredi 20 septembre 2017

1.

M. le Président, mesdames et messieurs,

Aujourd'hui, j'ai, en premier lieu, eu l'intention de vous exprimer la sincérité avec laquelle le Japon met en œuvre les Objectifs de Développement Durable. J'ai également espéré vous présenter les manières innovantes par lesquelles nous avons encouragé la prise de conscience, au Japon, concernant ces objectifs.

Je voulais vous dire pourquoi l'initiative de financement en faveur des femmes entrepreneurs, ou « We-fi », m'est non seulement personnellement importante mais l'est aussi pour le gouvernement du Japon.

J'ai déclaré que nous allons faire de la couverture santé universelle une « marque du Japon ». Nous tiendrons une grande conférence en décembre prochain à Tokyo qui aura pour thème les couvertures santé universelles.

La liste des points que j'aurais souhaité soulever ici est longue, en effet – nos contributions concernant l'État de droit ; notre détermination à exécuter l'Accord de Paris de façon résolue ; notre politique visant à répondre à la demande mondiale d'infrastructures à travers des investissements de haute qualité.

De plus, ce que le Japon veut protéger à tous égards, c'est un ordre international et des cadres multilatéraux libres, libéraux et ouverts.

Le monde a certainement de grandes attentes envers une Organisation des Nations Unies se voulant le Porte-drapeau de celles-ci. C'est exactement la raison pour laquelle le Conseil de Sécurité devrait être réformé sans délai, en réponse aux exigences de notre temps.

Le Japon aspire à concrétiser ces réformes avec ses amis. J'avais l'intention d'affirmer que la détermination constante du Japon est de jouer un rôle actif pour la Paix du Monde en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité.

Cependant, je n'ai d'autre choix que de concentrer mes remarques sur un seul sujet, celui de la Corée du Nord.

2.

La Corée du Nord a effectué le 3 septembre dernier un essai nucléaire. Que ce soit l'essai d'une bombe à hydrogène ou non, son ampleur a dépassé de très loin celle des précédents essais.

Que ce soit avant et après cela, le 29 août, et le 15 septembre encore, avant même que l'encre de la Résolution 2375, adoptée par le Conseil de Sécurité en vue d'imposer des sanctions à la Corée du Nord, ne soit sèche, cette dernière lança des missiles.

Ces deux missiles furent lancés pour survoler le Japon et ainsi faire la démonstration de leur portée.

La gravité de cette menace est sans précédent. Ceci est indubitablement un point d'urgence.

La Corée du Nord tente, en arborant un sourire narquois, de balayer tous les efforts concernant le désarmement que nous avons assidument entrepris durant les années passées.

Le régime de non-prolifération est sur le point de subir un sérieux coup de la part de son destructeur le plus déterminé jamais connu.

M. le Président, distingués collègues,

Cette récente crise est, par sa nature, d'une toute autre dimension que celles que nous avons évitées chaque fois que quelque dictateur que ce soit a tenté d'acquiescer des armes de destruction massive.

Les armes nucléaires nord-coréennes, si elles ne le sont pas déjà, sont sur le point de devenir, des bombes à hydrogène.

Leurs moyens de lancement seront à plus ou moins court terme des missiles balistiques intercontinentaux.

Depuis la fin de la guerre froide il y a plus de 20 ans, où et quand, et envers quel dictateur, avons-nous accordé une telle complaisance ? Il s'avère que cela ne l'a été qu'envers la seule Corée du Nord.

Ceci est la réalité à laquelle nous faisons face.

Et ce n'est aucunement un manque de dialogue qui a provoqué cette situation.

3.

Le dialogue a dissuadé la Corée du Nord de poursuivre ses ambitions nucléaires. Le dialogue a apporté à nombre d'entre nous le soulagement que le monde a été sauvé d'une crise. Croyant cela, nombre d'entre nous se sont sentis soulagés non pas une fois, mais deux.

La première fois c'était au début des années 90.

À cette époque, la menace que la Corée du Nord instaurait n'équivalait guère plus qu'à mettre en scène ouvertement son retrait de l'AIEA et d'autres régimes d'inspection.

Cependant, des tensions furent ressenties par ceux d'entre nous qui avaient saisi quelles étaient ses réelles intentions.

Après de nombreux tours et détours, ce qui est connu comme « l'accord-cadre » a été passé entre les États-Unis d'Amérique et la Corée du Nord en octobre 1994.

Dans ce cadre, la Corée du Nord abandonnerait ses programmes nucléaires. En échange, nous lui fournirions des incitations.

À cette fin, le Japon, les États-Unis d'Amérique et la République de Corée fondèrent l'Organisation de Développement Énergétique de la Péninsule Coréenne (KEDO), en mars de l'année suivante.

En se servant de la KEDO comme agent de mise en œuvre, nous nous sommes engagés à construire et livrer deux réacteurs à eau légère ainsi qu'à fournir 500 000 tonnes de fioul par an comme mesure palliative pour sa demande énergétique.

Tout a été accompli conformément à l'accord. Cependant, au fur et à mesure que le temps passait, il est apparu que la Corée du Nord poursuivait constamment l'enrichissement de son uranium.

Depuis le début, la Corée du Nord n'a jamais eu l'intention d'abandonner ses ambitions nucléaires.

Ceci est devenu rapidement clair pour tout le monde.

Après 2002, sept ans après sa création, la KEDO a suspendu ses opérations.

Il est autorisé de dire que durant cette période, la Corée du Nord a commis une fraude à l'aide des États-Unis d'Amérique, de la République de Corée et du Japon.

Des pays qui reconnaissaient une utilité au cadre de la KEDO pour la fourniture d'incitations visant à changer les agissements de la Corée du Nord sont venus graduellement se joindre à la KEDO – l'Union européenne, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Canada, l'Indonésie, le Chili, l'Argentine, la Pologne, la République tchèque et l'Ouzbékistan.

La Corée du Nord a trahi la bonne foi de tous ces membres de la KEDO.

En tant qu'un des membres fondateurs de l'organisation, le Japon a promis d'accorder un prêt sans intérêts à la KEDO et a honoré approximativement 40% de celui-ci.

Le montant de l'engagement était d'un milliard de dollars US, soit un engagement satisfait à hauteur de 400 millions.

4.

La seconde crise eut lieu en 2002 lorsque la KEDO suspendit ses opérations et que la Corée du Nord, annonçant que cela mettrait fin au gel de ses installations liées au nucléaire, expulsa les inspecteurs de l'AIEA.

La crainte était à nouveau que la Corée du Nord soit en train de poursuivre l'enrichissement de son uranium. Et encore une fois, nous avons choisi le chemin de l'apaisement de la situation par le dialogue.

La Corée du Nord, la Chine et la Russie se joignirent aux trois membres fondateurs de la KEDO, le Japon, les États-Unis d'Amérique et la République de Corée pour lancer les Pourparlers à Six en août 2003.

Par la suite, après deux années de multiples rebondissements, de l'été à la fin de 2005, les six parties parvinrent pour une fois à un accord, qui a eu pour résultat la publication d'une déclaration commune.

La Corée du Nord s'engageait à abandonner toutes ses armes nucléaires et ses programmes nucléaires existants ainsi qu'à réintégrer le traité de non-prolifération des armes nucléaires et le régime des garanties de l'AIEA.

De plus, deux ans après, en février 2007, un accord fut conclu concernant ce que chacune des six parties devrait faire afin de mettre en œuvre la déclaration commune.

Un groupe d'inspecteurs de l'AIEA qui s'étaient rendus en Corée du Nord vérifia la fermeture des installations liées au nucléaire de Yongbyon, et en retour, la Corée du Nord reçut du fioul.

Cet enchaînement de procédures fit croire aux gens qu'avoir poursuivi avec ténacité le dialogue avait finalement conduit la Corée du Nord à modifier ses agissements.

Mais qu'est-il réellement arrivé ?

En février 2005, pendant que les pourparlers à six étaient en cours, la Corée du Nord déclara unilatéralement qu'elle était déjà en possession d'armes nucléaires. Par ailleurs, en octobre 2006, elle mena à bien ouvertement son premier essai nucléaire.

Son deuxième essai nucléaire eut lieu en 2009. Finalement, la même année, la Corée du Nord annonça son retrait des pourparlers à six, en affirmant qu'elle « ne prendra plus jamais part à de tels pourparlers ».

Qui plus est, à la même époque, elle a lancé des missiles balistiques de façon répétée.

5.

M. le Président, distingués collègues,

Au cours de plus d'une décennie qui commença en 1994, la communauté internationale poursuivit ses efforts concernant le dialogue avec la Corée du Nord avec une grande persévérance, d'abord à travers l'accord-cadre, et plus tard à travers les pourparlers à six.

Cependant, ce que nous devrions retenir c'est que durant le temps où ce dialogue continuait, la Corée du Nord n'avait absolument aucune intention, d'abandonner le développement de son programme nucléaire ou de ses missiles.

Pour la Corée du Nord, le dialogue n'était en fait que le meilleur moyen de nous tromper et de gagner du temps.

Le fait suivant en est la preuve la plus flagrante.

En 1994, la Corée du Nord n'avait pas d'armes nucléaires et même sa technologie en matière de missiles balistiques était loin d'être arrivée à maturité. Pourtant, elle travaille maintenant pour acquérir des bombes à hydrogène et des missiles balistiques intercontinentaux.

Encore et toujours, les tentatives pour résoudre ces problèmes par le dialogue ne sont parvenues à rien.

Dans quel espoir de succès répétons nous maintenant exactement la même erreur pour la troisième fois ?

Nous devons faire en sorte que la Corée du Nord abandonne tous ses programmes nucléaires et de missiles balistiques de façon totale, vérifiable et irréversible.

Ce qui est nécessaire n'est pas le dialogue mais la pression.

6.

M. le Président, distingués collègues,

Le 15 novembre, 40 ans se seront déjà écoulés depuis qu'une jeune fille de 13 ans appelée Megumi Yokota a été enlevée en Corée du Nord.

Megumi et nombre d'autres japonais sont toujours retenus en otage en Corée du Nord à ce jour.

Je continuerai à faire tous les efforts possibles afin qu'ils puissent fouler le sol japonais aussi rapidement que possible, jusqu'au jour où ils tomberont finalement dans les bras de leurs parents, et des membres de leur famille.

Le Japon fera face à la menace des missiles et du nucléaire Nord-Coréens à travers l'Alliance nippo-américaine et son action unifiée à celle des États-Unis et de la République de Corée.

Nous soutenons invariablement la posture des États-Unis selon laquelle « Toutes les options sont sur la table ».

En outre, j'apprécie l'adoption unanime par le Conseil de Sécurité de la résolution 2375 du 11 septembre, qui impose des sanctions strictes à l'encontre de la Corée du Nord.

Ceci a clarifié notre intention d'intensifier davantage la pression sur la Corée du Nord dans le but de la forcer à entreprendre un changement fondamental dans le chemin emprunté à l'avenir.

Mais je dois lancer un appel auprès de vous.

La Corée du Nord a déjà démontré son mépris à l'égard de la résolution en lançant encore un autre missile.

La résolution n'est rien d'autre que le début.

Nous devons empêcher que les biens, les fonds, les personnes et la technologie nécessaires pour le développement du nucléaire et des missiles ne parviennent en Corée du Nord.

Nous devons faire en sorte que la Corée du Nord se soumette entièrement à ces résolutions répétées.

Nous devons nous assurer de la mise en œuvre rigoureuse et complète de la série de résolutions du Conseil de Sécurité par l'ensemble des membres de l'ONU.

Ce qui est nécessaire, c'est l'action.

Pouvoir mettre un terme, ou non, aux provocations de la Corée du Nord, dépend de la solidarité de la communauté internationale.

Il n'y a plus de temps à perdre.

7.

M. le Président, mesdames et messieurs,

La Corée du Nord bénéficie véritablement d'une localisation privilégiée, attenante à la région de l'Asie et du Pacifique en pleine croissance. Elle dispose aussi bien d'une main d'œuvre travailleuse que de ressources dans son sous-sol.

S'il était fait en sorte qu'elle en fasse bon usage, cela ouvrirait une voie à la Corée du Nord pour que cette dernière développe drastiquement son économie et améliore le bien-être de sa population.

C'est là que repose le futur prometteur de la Corée du Nord.

En échouant à résoudre les problèmes liés aux enlèvements, aux armes nucléaires et aux missiles, ainsi qu'en devenant une menace pour toute l'humanité, il n'y a aucun avenir que la Corée du Nord ne puisse se forger.

Afin de changer la politique Nord-Coréenne, nous devons renforcer notre unité.

Merci Beaucoup.

FIN